



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries – 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 – Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

Monsieur Manuel VALLS
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris

PARIS, le 29 mai 2015

Monsieur le Premier Ministre,

Je tiens à vous alerter des dysfonctionnements importants rencontrés lors des premières réunions informelles interministérielles de dialogue social organisées au plan local dans le cadre de la réorganisation des services régionaux de l'Etat imposée par la réforme territoriale.

FORCE OUVRIERE, première organisation syndicale de la Fonction publique de l'Etat, tient tout d'abord à vous rappeler sa totale opposition à cette réforme. Nous maintenons qu'elle va à la fois diminuer la présence des services publics au plus près des usagers et à terme induire une différenciation des droits des citoyens en fonction de la capacité à légiférer des 13 régions.

Au-delà de l'impact sur la République une et indivisible, cette réforme va également concerner fortement les fonctionnaires et agents publics.

Pour exemple, hors personnels de l'Education Nationale et de la Défense, le rapport des inspections que vous aviez demandé, annonce d'ores et déjà une mobilité imposée pour 10 700 agents.

Cette restructuration à marche forcée et ses conséquences sur les agents nécessitent que les organisations syndicales détiennent tous les éléments nécessaires pour s'assurer de la présence du service public et de l'égalité de traitement des agents.

C'est pourquoi, la FGF-FO vous demande de bien vouloir donner consigne aux différents préfets préfigurateurs, mais aussi aux préfets de régions « non fusionnées » de communiquer les diagnostics territoriaux déjà établis aux représentants désignés dans les instances informelles interministérielles de concertation mais également aux représentants des CT régionaux des différentes directions régionales.

Nous réitérons par avance cette même demande pour les futurs diagnostics territoriaux qui seront établis dans le cadre des 13 nouvelles régions.

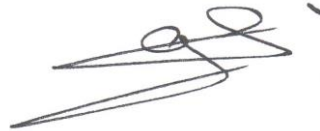
.../...

Monsieur le Premier Ministre, vous comprendrez aisément qu'il n'est pas possible pour la FGF-FO de continuer à participer à des réunions où les informations indispensables à l'exercice de nos mandats ne nous seraient pas transmises.

Pour la FGF-FO, le dialogue social ne signifie pas convoquer les organisations syndicales et ensuite communiquer sur le fait qu'elles ont été entendues.

J'insiste donc fortement pour que notre revendication soit prise en compte dans l'intérêt des fonctionnaires et agents publics.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.



Christian GROLIER,
Secrétaire Général.

